

RAPPORT ANNUEL

2021



SOMMAIRE

P. 4 _ L'Insee et la statistique publique

P. 5 _ L'édito du directeur général

P. 6 _ Depuis 75 ans, l'Insee vous parle de vous

P. 8 _ L'activité 2021 en chiffres

P. 10 _ Les enquêtes menées en 2021

P. 13

ÊTRE EN PREMIÈRE LIGNE SUR LES SOURCES DE DONNÉES

P. 14 _ Recensement : l'Insee s'adapte et enrichit ses données

P. 16 _ Exploiter les données privées

P. 18 _ Explorer toujours plus les données administratives

P. 19

FAIRE PARLER LES CHIFFRES

P. 20 _ Rendre compte de l'état de la société

P. 22 _ Accompagner les décisions publiques

P. 24 _ Explorer de nouveaux champs dans ses études

P. 25

ALLER AU-DEVANT DE TOUS LES PUBLICS

P. 26 _ Développer la culture statistique des jeunes et sensibiliser les enseignants

P. 28 _ De nouveaux modes d'accès à l'information

P. 30 _ Pour l'accessibilité des services et outils

P. 31

MUTUALISER ET CONSTRUIRE UNE STATISTIQUE PARTAGÉE

P. 32 _ Stimuler l'échange de bonnes pratiques à l'échelle nationale

P. 33 _ Contribuer activement à la statistique publique européenne

P. 35 _ Agir à l'international

P. 37

LES MOYENS ET L'ORGANISATION DE L'INSEE

P. 38 _ Les missions et le budget de l'Insee

P. 40 _ Les femmes et les hommes de l'Insee

P. 42 _ L'Insee en régions

P. 44 _ Les métiers et les formations à l'Insee

L'INSEE ET LA STATISTIQUE PUBLIQUE

L'Insee collecte, produit, analyse et diffuse des informations sur l'économie et la société françaises pour éclairer le débat public et les décisions de tous.

L'Institut national de la statistique et des études économiques

L' Institut national de la statistique et des études économiques – l'Insee – a été créé par la loi de finances du 27 avril 1946 (art. 32 et 33), reprenant alors une activité de statistique publique qui s'était exercée sans discontinuité depuis 1833. Aujourd'hui, l'Insee est une direction générale du ministère chargé de l'Économie implantée dans l'ensemble du territoire français, dont les employés sont des agents de l'État. L'institut est soumis aux règles de la comptabilité publique et ses crédits sont inscrits au budget général de l'État.

Travaille en toute indépendance professionnelle

L'Insee conduit ses travaux en toute indépendance professionnelle. Créée par la loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008, l'Autorité de la statistique publique veille au respect du principe d'indépendance dans « *la conception, la production et la diffusion des statistiques publiques* » (loi n° 51-711, art. 1). Le Conseil national de l'information statistique assure la concertation entre les producteurs et les utilisateurs de statistiques publiques.

Contribue à la statistique européenne et internationale

Avec Eurostat, l'office de statistique de l'Union européenne (UE), et ses homologues de l'UE, l'Insee contribue à la construction du système statistique européen. Il participe aussi aux travaux statistiques des orga-



nismes internationaux tels que l'Organisation des Nations unies (ONU), le Fonds monétaire international (FMI) ou l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Coordonne le service statistique public français

Le service statistique public (SSP) est composé de l'Insee et des services statistiques ministériels (SSM) qui réalisent les opérations statistiques dans leur domaine (éducation, santé, justice...). L'Insee coordonne ses opérations et décide avec les SSM des méthodes, des normes et des procédures pour établir les statistiques et leur publication.

**JEAN-LUC
TAVERNIER**
DIRECTEUR GÉNÉRAL
DE L'INSEE



En dépit des circonstances difficiles liées à l'épidémie de Covid, l'Insee s'est mobilisé en 2021 pour poursuivre ses missions en adaptant régulièrement ses sources, ses méthodes, ses outils et ses productions.

Ce rapport annuel illustre la capacité d'innovation et d'adaptation de l'Insee. Il rend compte de la façon dont l'institut a, comme en 2020, réalisé la quasi-totalité des

productions statistiques prévues, a géré sans discontinuité les répertoires dont il a la charge et a conduit des opérations exceptionnelles pour rendre compte de la situation démographique, économique et sociale du pays en temps de pandémie. Les pairs européens ont ainsi décerné un satisfecit au service statistique public français pour sa réactivité en période de crise, dans leur rapport de l'audit réalisé en juillet. Ils ont également dressé un bilan très positif de la conformité aux principes du Code des bonnes pratiques de la statistique européenne.

Malgré la suspension de l'enquête annuelle de recensement, l'institut a pu livrer les populations légales des communes fin 2021. Il a éclairé régulièrement les évolutions démographiques, celle des décès, en chiffrant la surmortalité, celle des naissances aussi, dont le nombre s'est creusé neuf mois après le premier confinement. Il a maintenu tout au long de l'année une analyse à haute fréquence de la situation conjoncturelle, en pérennisant sa collaboration avec le Groupement des cartes bancaires.

Depuis le début de 2020, il est encore plus important que d'habitude de rendre compte de la diversité des situations des ménages ou des entreprises, au-delà des grands agrégats macroéconomiques. Pour cela, l'Insee a eu recours à plusieurs innovations en 2021 comme le travail commun avec la Banque de France sur les entreprises ou le partenariat inédit avec des établissements bancaires, l'adaptation d'enquêtes récurrentes (Statistiques sur les ressources et conditions de vie) et le lancement de nouvelles enquêtes sur la distribution d'aide alimentaire.

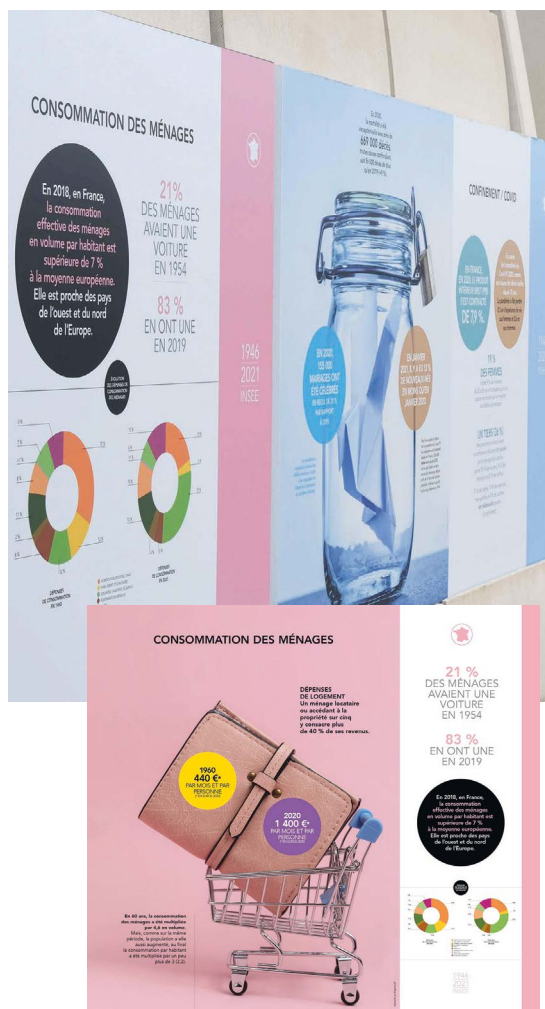
Comme vous le découvrirez au fil des pages, plusieurs autres réalisations ont marqué l'année 2021, qu'il s'agisse de l'aboutissement ou d'étapes importantes de projets structurants pour l'avenir de l'institut. Pour parler à tous et être en phase avec les nouvelles manières de s'informer, l'Insee a continué à adapter sa diffusion, a lancé son application Insee mobile et a réalisé une exposition en partenariat avec la SNCF à l'occasion de ses 75 ans.

Car oui, cela fait plus de 75 ans que l'Insee vous parle de vous ! Nous avons célébré cet anniversaire en 2021 et je souhaite à l'institut de conserver son énergie et son agilité pour poursuivre ses projets et relever les défis qui s'annoncent déjà pour 2022.

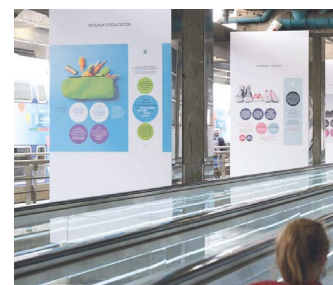
DEPUIS 75 ANS, L'INSEE VOUS PARLE DE VOUS

« *Durant 75 ans, l'Insee a su évoluer et renforcer sa position afin de toujours mieux répondre aux attentes de la société : éclairer de façon fiable et impartiale les faits économiques et sociaux. C'est l'aspiration collective de l'institut qui contribue à sa force et à sa notoriété, aujourd'hui comme pour les prochaines années.* »

JEAN-LUC TAVERNIER
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'INSEE



Découvrez l'intégralité des panneaux de l'exposition et les photos en gare



Une exposition dans 26 gares

À l'occasion de ses 75 ans, l'Insee a proposé de découvrir de façon pédagogique et visuelle des données de la société française d'hier et d'aujourd'hui : entre le 22 octobre et mi-décembre, en partenariat avec SNCF Gares & Connexions, l'institut a présenté l'exposition « 1946-2021, 75 ans de statistiques vivantes » dans 26 gares réparties dans toutes les régions de l'Hexagone (hors Corse). « Les données de l'Insee sur l'évolution de la société française, parfois depuis l'après-guerre jusqu'à aujourd'hui, explique Nicole

Cadenel, administratrice de l'Insee chargée de l'opération, ont graphiquement été mises en scène autour d'objets symboliques de la vie quotidienne. » Chaque scénographie a été conçue sur-mesure pour chacune des 26 gares partenaires : « Les contenus, à la fois instructifs et originaux, ont permis d'offrir un large panorama national et ont également mis en lumière des spécificités territoriales en matière économique, sociale ou sociétale, comme les prénoms les plus donnés ou la qualité de vie dans la région. »

La scénographie de l'exposition « 75 ans de statistiques vivantes » a été conçue sur-mesure dans chaque gare. Ici les gares d'Avignon (photo en extérieur) et de Paris-Montparnasse.

Un concours de datajournalisme avec le CFJ et Les Décodeurs de *Le Monde*

Pour ses 75 ans, l'Insee a proposé au Centre de formation des journalistes (CFJ) et au journal *Le Monde* de créer un concours de datajournalisme. Plusieurs équipes composées d'étudiants et jeunes diplômés du CFJ ont travaillé tout le mois de novembre 2021 à la réalisation d'un projet data sur le thème : « Inégalités en France, au-delà des évidences ». Au terme de plusieurs semaines de travail, entrecoupées de conférences et d'ateliers encadrés par les équipes des Décodeurs, le jury, composé de membres des trois partenaires, s'est réuni pour désigner l'équipe gagnante. Les trois lauréats, Arthur Bamas, Louis Pasquier-Avis et Théo Uhart, ont réalisé un projet sur les jeunes Français connectés mais victimes de l'exclusion numérique. Ils ont été récompensés d'un prix remis par l'Insee et d'une publication dans la rubrique les Décodeurs du site du Monde en janvier 2022.



Au salon du livre du festival, les agents de l'Insee ont répondu aux questions des professeurs, étudiants, et acteurs locaux venus nombreux.



Lancement du partenariat avec les Rendez-vous de l'histoire

En 2021, l'Insee a noué un partenariat avec le festival « Les Rendez-vous de l'histoire », à Blois. Le directeur général de l'institut, Jean-Luc Tavernier, est intervenu dans le cadre du cycle de rencontres « L'économie aux Rendez-vous de l'histoire » : il s'est entretenu avec l'économiste des médias Nathalie Sonnac lors d'une table ronde animée par le journaliste Christian Chavagneux sur le thème « Google, Amazon, Facebook... les GAFA en savent-ils plus que l'Insee sur les Français ? ». En parallèle, au salon du livre du festival, la bibliothèque Alain-Desrosières de l'Insee a notamment présenté les dernières publications de l'institut, ainsi qu'une sélection de livres anciens en lien avec le travail, thème de l'année du festival. Elle a par ailleurs organisé un atelier-conférence pédagogique à destination des enseignants (voir p. 27).

L'ACTIVITÉ 2021 EN CHIFFRES

ENQUÊTES

Conjoncture économique

20 000 ENTREPRISES
ENQUÊTÉES TOUS LES MOIS



2 000 MÉNAGES
INTERROGÉS TOUS LES MOIS

Entreprises

27
ENQUÊTES

222 000
ENTREPRISES
INTERROGÉES



Société

15 enquêtes

820 enquêteurs

90 000 personnes interrogées
par l'enquête Emploi



446 300
MÉNAGES
INTERROGÉS

Indice des prix

150 000
PRIX RELEVÉS PAR
LES ENQUÊTEURS



500 000
PRIX RELEVÉS
AUTOMATIQUEMENT

PUBLICATIONS



342

INFORMATIONS RAPIDES

4 NOTES ET **2** POINTS
DE CONJONCTURE

6 OUVRAGES
INSEE RÉFÉRENCE

96 PUBLICATIONS
NATIONALES

592 PUBLICATIONS
RÉGIONALES

ÉDITION DE **3** REVUES

COURRIER DES STATISTIQUES
STATÉCO
ÉCONOMIE ET STATISTIQUE

GRANDS RÉPERTOIRES

113 MILLIONS

DE PERSONNES INSCRITES
AU RÉPERTOIRE NATIONAL
D'IDENTIFICATION DES
PERSONNES PHYSIQUES (RNIPP)

48,8 MILLIONS

de personnes
inscrites au
Répertoire électoral
unique (REU)¹

12,9 MILLIONS

d'entreprises
actives et
14,4 millions
d'établissements
inscrits à Sirene

47,9 MILLIONS

d'enregistrements
actifs *Legal Entity
Identifier* (LEI)

1. Chiffre hors
Nouvelle-Calédonie

COMMUNICATION ET SERVICE AUX USAGERS

Outils numériques



INTERNET

Site web

45 MILLIONS de visites

Blog

22 articles publiés en 2021

123 000 visiteurs



RÉSEAUX SOCIAUX

Twitter

83 000 ABONNÉS
à @InseeFr

6 fils régionaux, dont 2 créés en 2021 :
@InseePdL et @InseeOccitanie

LinkedIn

31 000 abonnés LinkedIn



APPLICATION INSEE MOBILE

53 000 téléchargements

Médias

54 350

RETOMBÉES PRESSE ET CITATIONS TOUTS MÉDIAS CONFONDUS



Assistance aux usagers

50 000 DEMANDES REÇUES PAR COURRIEL



334 000

APPELS TÉLÉPHONIQUE REÇUS

RELATIONS INTERNATIONALES

PARTICIPATION À



152 GROUPES

INTERNATIONAUX,
DONT 4/5 SONT EUROPÉENS



106 ACTIONS

DE COOPÉRATION INTERNATIONALE

LES ENQUÊTES MENÉES EN 2021

Auprès des entreprises



Appareil productif

Enquête sectorielle annuelle (ESA)

Enquête annuelle de production (EAP)

Enquête annuelle sur les entreprises mahoraises (ESEM)

Enquête Observation des prix de l'industrie et des services (OPISE)

Enquête européenne sur l'activité des filiales étrangères des groupes français (OFATS)

Enquête mensuelle sur l'activité des grandes surfaces alimentaires (EMAGSA)

Enquête sur les chaînes d'activité mondiales (CAM)

Enquête Système d'information sur les nouvelles entreprises (SINE et MICRO)



Tourisme

Enquête de fréquentation dans les hébergements collectifs de tourisme



Industrie

Enquête mensuelle de branche (EMB)

Enquête sur la filière aéronautique et spatiale (FAS)

Enquête Impact des activités spatiales en Guyane (IAS)



Environnement et développement durable

Enquête sur les consommations d'énergie dans l'industrie (EACEI)

Enquête sur les investissements dans l'industrie pour protéger l'environnement (Antipol)

Enquête Déchets dans le commerce, l'industrie, les services



Système financier et financement de l'économie

Enquête annuelle crédit-bail



Entreprises et stratégies de marché, conjoncture

Enquête mensuelle de conjoncture
dans l'industrie

Enquête mensuelle de conjoncture
dans l'industrie du bâtiment

Enquête mensuelle de conjoncture
dans les services

Enquête mensuelle de conjoncture
dans le commerce de détail,
et le commerce et la réparation
automobiles

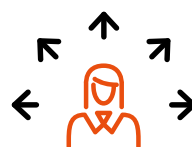
Enquête bimestrielle de conjoncture
dans le commerce de gros

Enquête trimestrielle de conjoncture
dans l'artisanat du bâtiment

Enquête mensuelle de conjoncture
dans la promotion immobilière

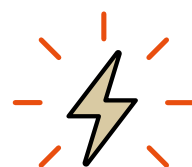
Enquête trimestrielle de conjoncture
dans les travaux publics

Enquête trimestrielle de conjoncture
sur les investissements dans l'industrie



Emploi, insertion professionnelle, salaires

Enquête sur le coût de la main-d'œuvre
et la structure des salaires (Ecmoss)



Innovation

Enquête Capacité à innover et stratégie (CIS)

Enquête annuelle sur les technologies de
l'information et de la communication (TIC)
dans les entreprises

Autres enquêtes



Prix, pouvoir d'achat

Indice des prix à la consommation (IPC)

Auprès des ménages ou des particuliers



Conditions de vie

Enquête annuelle Cadre de vie
et sécurité (CVS)

Enquête de conjoncture auprès des
ménages mensuelle

Enquête Trajectoires et origines (TeO2)

Enquête Migrations, famille et vieillissement
(MFV) – Dom hors Mayotte

Enquête auprès des personnes fréquentant
les lieux de distribution d'aide alimentaire

Enquête annuelle sur les technologies
de l'information et de la communication
(TIC)

Enquête Vie quotidienne et santé (VQS)



Logement

Enquête trimestrielle sur les loyers
et les charges



Ressources

Enquête annuelle Statistiques sur les
ressources et conditions de vie (SRCV)

Enquête Histoire de vie et patrimoine (HVP)



Emploi, qualification, insertion professionnelle, salaires

Enquête sur l'emploi

Enquête annuelle sur l'emploi – Mayotte

Enquête annuelle sur l'entrée
dans la vie adulte (EVA)

Enquête statistique internationale sur
les compétences des adultes (PIAAC)

Enquête sur les entreprises mahoraises
informelles



ÊTRE EN PREMIÈRE LIGNE SUR LES SOURCES DE DONNÉES

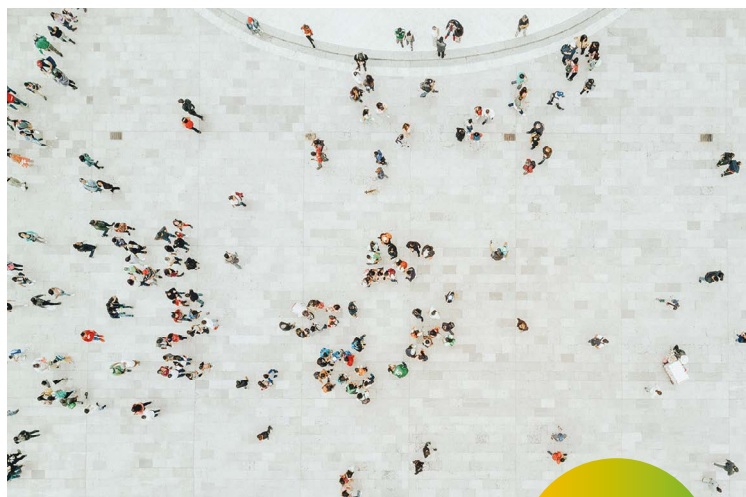
RECENSEMENT : L'INSEE S'ADAPTE ET ENRICHIT SES DONNÉES

La situation sanitaire a conduit l'institut à reporter à 2022 l'enquête annuelle de recensement prévue en janvier 2021. Cette situation atypique a permis de lancer des réflexions et des tests pour préparer l'avenir.

Dénombrer sans enquête de recensement en 2021

La collecte sur le terrain du recensement de la population aurait dû débuter le 21 janvier 2021. Elle a été reportée car le contexte sanitaire n'a pas permis de préparer correctement cette collecte et a empêché les agents recenseurs de se déplacer et d'entrer en contact avec les habitants. Néanmoins, comme chaque année, l'Insee a publié les populations de la France et de toutes ses communes fin 2021. Comment a-t-il procédé ? En mobilisant plus largement des méthodes qu'il utilise déjà dans le cadre des enquêtes annuelles habituelles. En effet, chaque année, les mises à jour des populations légales sont déjà calculées à partir d'une combinaison de plusieurs sources, dont des sources administratives dans les communes de moins de 10 000 habitants ou le répertoire d'immeubles localisés (RIL) dans les communes de plus de 10 000 habitants. Pour 2021, ces données administratives ont été davantage utilisées et les méthodes de calcul ont été adaptées. Des travaux méthodologiques antérieurs avaient montré que les estimations obtenues seraient fiables. Cette production n'est toutefois robuste que lorsque ne manque qu'une seule année de collecte.

L'absence d'enquête de recensement a conduit l'Insee à mener une opération exceptionnelle d'amélioration de la qualité du RIL, ciblée sur les communes ayant les plus forts écarts avec les données fiscales. Ces travaux ont permis une mise à niveau de ce répertoire.



Consultez
le site dédié au
recensement
de la
population

Quel recensement en 2022 et les années suivantes ?

Le recensement de la population est organisé selon des modalités différentes en fonction de la taille des communes : dans toutes les villes de plus de 10 000 habitants, l'opération a lieu chaque année sur un échantillon de 8 % des foyers. Ces villes continueront à être recensées tous les ans de la même façon. Les petites communes, de leur côté, sont recensées entièrement par roulement tous les cinq ans. En l'absence d'enquête en 2021, l'Insee a adapté son dispositif en décalant d'un an en cascade sa collecte de recensement pour toutes les communes de moins de 10 000 habitants. Ainsi, celles qui devaient faire leur enquête de recensement en 2021 l'ont faite en 2022 ; celles qui devaient la faire en 2022 la feront en 2023, etc.

En quête d'amélioration et d'innovation

Le report de l'enquête annuelle de recensement 2021 a permis aux équipes de recensement de l'Insee de mener des travaux d'investissement variés et innovants, que ce soit en région, au service de recensement national de la direction régionale Auvergne-Rhône-Alpes ou au sein de la maîtrise d'ouvrage à la direction générale.

Optimisation des contrôles pendant et après la collecte, adaptation du protocole dans les très petites communes, modernisation du dispositif de formation ou encore promotion de la possibilité de déléguer la collecte aux intercommunalités sont autant de sujets qui ont été explorés en 2021 par des groupes de travail. Certaines conclusions de ces groupes ont pu être expérimentées ou appliquées dès l'enquête de 2022, comme le contrôle téléphonique de la collecte et la conception de vidéos de formation.

Deux opérations ont porté sur l'expérimentation de nouvelles méthodes de codage automatique de données du recensement de la population. L'une, sur la codification de la profession du répondant, pour préparer la mise en œuvre de la nomenclature révisée des professions et catégories socioprofessionnelles (PCS 2020) ; l'autre, sur l'amélioration de la codification de l'établissement employeur. Ces travaux ont fait appel à des méthodes innovantes telles que le *machine learning* expérimenté par le SSP Lab de l'Insee, centre de ressources et d'animation pour la recherche appliquée et le développement expérimental en matière de sources de données.



Le recensement à Mayotte

Malgré un arrêt de plus d'un mois en raison du confinement, la collecte de 2021 a pu être réalisée entre le 4 février et le 13 avril dans 9 130 logements de 11 communes à Mayotte, qui, pour la première fois, a intégré le même dispositif de recensement que le reste du territoire. Jusqu'à 2020, Mayotte était l'unique région et département français à organiser un recensement exhaustif une fois tous les 5 ans. Une opération de communication de grande envergure spécifique au territoire a été déployée auprès des médias pour garantir l'adhésion de la population mahoraise à cette nouvelle formule du recensement de la population : affiches, spots TV et radio ont été diffusés sur l'île et traduits en shimaoré, langue majoritaire à Mayotte. Un beau challenge réussi grâce, notamment, aux acteurs locaux de l'Insee et des communes concernées !

Un nouveau distancier

En géolocalisant les lieux de résidence et de travail recueillis lors du recensement de la population, l'Insee peut analyser les données sur les déplacements domicile-travail et faire des études nationales ou territoriales sur des problématiques socio-économiques et environnementales. Depuis 2021, ces analyses sont plus précises grâce à l'usage d'un nouveau calculateur de distance et de temps de trajet : le distancier Metric (MEsure des TRajets Inter-Communes/Carreaux) – OSRM (*Open Source Routing Machine*). L'Insee utilise désormais le serveur de routage en code source ouvert OSRM qui met en œuvre des algorithmes de routage très performants sur les fonds routiers issus de la base de données collaborative OpenStreetMap. Ce serveur permet de calculer, avec une grande rapidité d'exécution, des distances et temps de trajet optimaux par la route en voiture en heure creuse, de point à point sur tout le territoire et plus seulement entre chefs-lieux.

EXPLOITER LES DONNÉES PRIVÉES

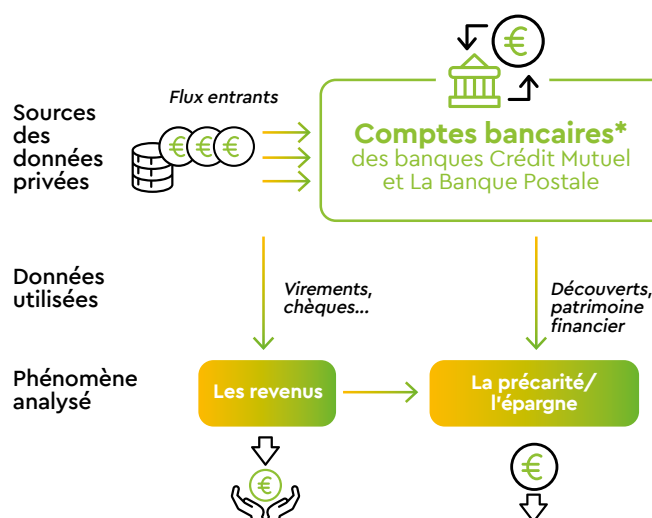
Pour rendre compte au plus vite de l'évolution des principaux agrégats économiques, l'Insee transforme ses outils en s'engageant dans l'exploitation de nombreuses données à haute fréquence et en mobilisant des sources originales.

Observer la précarité grâce aux données bancaires

Les données bancaires ont le double avantage de pouvoir être exploitées avant que les données fiscales ne soient disponibles et de retranscrire des évolutions mensuelles de revenus, de consommation et même de patrimoine. Elles contiennent par ailleurs des informations spécifiques sur les difficultés bancaires, comme les découverts. Pour éclairer la diversité des situations financières en 2020, la note de conjoncture de mars 2021 a ainsi présenté une analyse de l'évolution des comptes courants des clients du Crédit Mutuel. Les résultats de cette analyse ont pu ensuite être approfondis grâce à l'exploitation des données bancaires de La Banque Postale en se concentrant plus spécialement sur les faibles revenus. Les analyses réalisées dans le cadre de ces études ont été bien évidemment effectuées sur des données strictement anonymisées et sur les seuls systèmes d'information sécurisés des banques partenaires ou validés par ces dernières.

Les données personnelles que recueille ou détient l'Insee pour des traitements statistiques font l'objet de règles et de mesures strictes garantissant leur sécurité et leur confidentialité. Toutes les personnes ayant accès aux données collectées (enquêteurs, agents recenseurs, statisticiens, chercheurs autorisés) sont tenues au secret statistique.

L'utilisation



REGARD EXTÉRIEUR



**PHILIPPE
AURAIN**
DIRECTEUR
DES ÉTUDES
ÉCONOMIQUES
À LA BANQUE
POSTALE

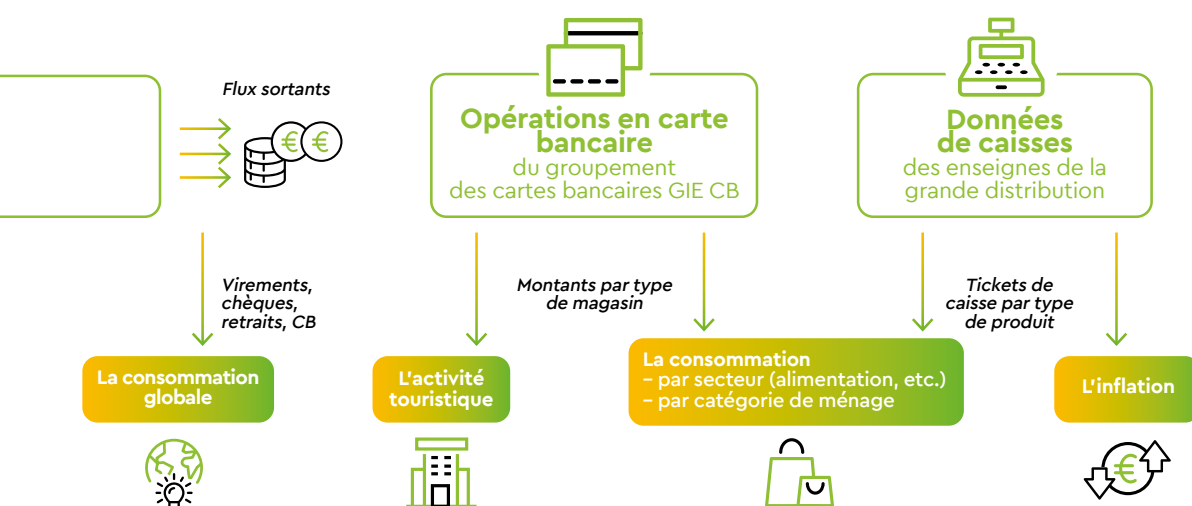
**Qu'est-ce qui a motivé
La Banque Postale à travailler
avec l'Insee sur l'impact de la
crise sur les plus modestes ?**

La Banque Postale, banque citoyenne, a à cœur de contribuer au bien-être collectif et a souhaité à partir

Mobiliser les données de la grande distribution et les données de transactions par carte bancaire CB

D'autres données, comme les données de vente de la grande distribution et les montants agrégés de transactions par carte bancaire CB, ont continué à être largement mobilisées : elles permettent en effet de tirer parti de la dématérialisation de l'économie tout en retraçant au plus près les achats de biens et services, qui constituent directement une partie de la consommation des ménages qui est ensuite retracée par les comptes nationaux. Il ne s'agit pas là de créer un système d'information *stricto sensu*, mais d'étendre la palette des outils et données qui viennent nourrir l'analyse conjoncturelle et l'estimation « en temps réel » (*nowcasting*) de l'activité économique.

des données privées en 2021



* Les données des comptes bancaires ont été mobilisées en 2021 pour apporter des éclairages de court terme en complément des informations apportées par les autres sources

de 2020 s'engager dans des partenariats avec des organismes publics. Elle a mis à la disposition de ces derniers des échantillons anonymisés de données bancaires leur permettant de mener des études statistiques sur le comportement et la situation des clients, notamment ceux qui sont susceptibles d'être en situation de fragilité bancaire. Ces études visent à mieux comprendre l'impact des politiques publiques sur les personnes bancarisées et, le cas échéant, à donner des éléments de réflexion

et des outils de mesure à la puissance publique. Fort de ses expertises uniques et de sa capacité à mener ses missions d'études au service de l'intérêt général, l'Insee fut un partenaire idéal. Ses experts ont pu obtenir des résultats dans un temps record et fournir de premiers éléments sur l'impact de la crise sur les clientèles fragiles.

Quelles sont les conclusions de cette étude ?

J'invite les lecteurs à la consulter ! Elle montre un impact limité en moyenne

sur les revenus des clients du panel et, à la lumière des trois indicateurs de précarité choisis, l'absence d'une aggravation de la fragilité bancaire de ces clients. Les plus modestes ont toutefois subi un impact légèrement plus important sur leur revenu et plus spécifiquement pour les détenteurs du RSA, leur situation s'étant dégradée en raison des conditions défavorables de retour à l'emploi.

EXPLORER TOUJOURS PLUS LES DONNÉES ADMINISTRATIVES

Pour enrichir ses statistiques, l'Insee innove et exploite de plus en plus les données administratives, issues des processus de gestion de services publics.

En 2021, l'Insee a construit une nouvelle base de données exhaustive sur les patrimoines immobiliers des ménages. Son objectif : éclairer un phénomène encore très peu documenté, la multipropriété et sa concentration. « Pour construire cette base de données originale, nous nous sommes appuyés sur les données d'un fichier d'origine fiscale sur les logements et les personnes (Fideli), des informations du cadastre et du registre du commerce et des sociétés, expliquent Olivier Meslin et Mathias André, chargés d'études de l'institut. On sait maintenant qu'un quart des ménages possèdent plusieurs logements, que ces ménages multipropriétaires possèdent les deux tiers des logements détenus par des particuliers et que 3,5 % des ménages détiennent la moitié des logements en location. Les exploitations de cette base seront nombreuses. » À suivre donc.

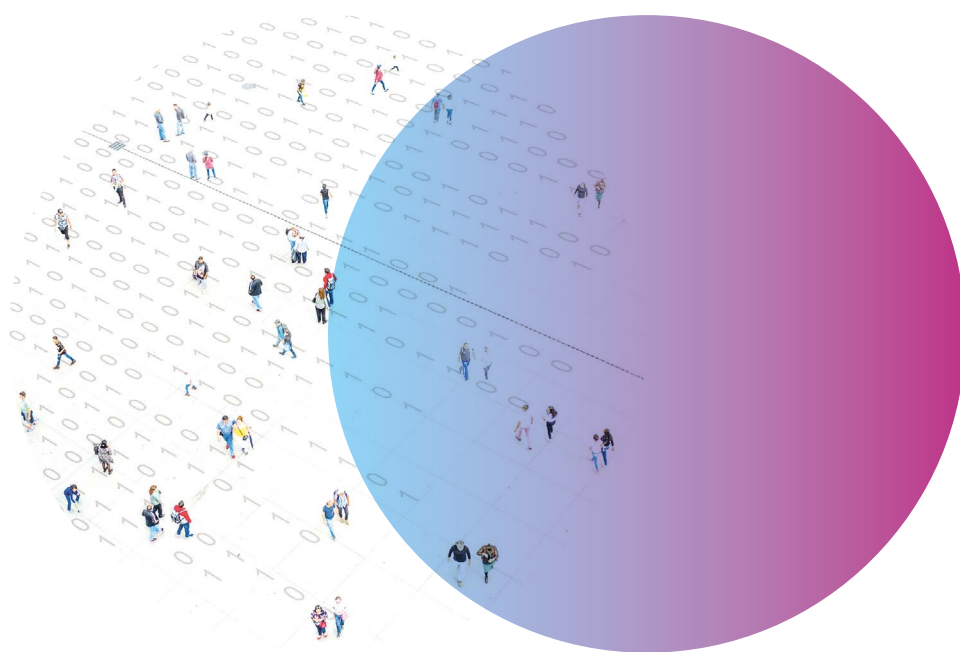
L'Insee a également développé les usages de la Déclaration sociale nominative (DSN), établie par l'ensemble des employeurs pour tous leurs salariés. En 2021, cette source a par exemple permis de continuer à suivre l'impact de la crise sanitaire sur le volume d'heures rémunérées, l'activité partielle ou les arrêts maladie. Le tout chaque mois et par secteur d'activité.

Dépendant des processus de gestion, les données administratives peuvent varier en fonction de l'évolution de la réglementation, voire disparaître. C'est le cas de la taxe d'habitation, qui était jusqu'à présent une donnée fiscale clé pour plusieurs opérations statistiques : construire les échantillons de ménages interrogés dans les enquêtes ; établir les statistiques finement localisées sur les revenus ; ou pour une partie des processus du recensement de la population. Ainsi, pour pallier la suppression progressive de cette taxe, l'institut a poursuivi en 2021 ses investisse-



ments visant à assurer la continuité de ses productions et démarré un projet de construction de répertoires statistiques d'individus et de logements.

Dans le cadre établi par la loi pour une république numérique de 2016, l'Insee a la responsabilité de mettre en œuvre un code permettant de renforcer l'anonymat dans les fichiers contenant des données individuelles identifiantes : le code statistique non signifiant (CSNS) – à la différence du numéro d'inscription au répertoire (NIR), dont les éléments sont signifiants (genre, année de naissance, etc.). Ce code, réservé aux statisticiens du service statistique public, va permettre de développer les appariements, entre sources administratives ou entre enquêtes et sources administratives. Établi à partir du NIR par « hachage » puis chiffrement par une clé secrète, il peut désormais être également généré à partir des données de l'état civil.



FAIRE PARLER LES CHIFFRES

RENDRE COMPTE DE L'ÉTAT DE LA SOCIÉTÉ

Depuis 75 ans, et plus encore depuis deux ans, l'Insee s'attelle à rendre compte de la situation économique et sociale du pays dans des délais contraints, tout en veillant à préserver un haut niveau de qualité dans les données et études produites.

Suivre l'évolution de la crise et ses conséquences

Depuis le début de la crise sanitaire, l'Insee a fourni et régulièrement mis à jour de nombreux indicateurs permettant de suivre au plus près le nombre de décès ou l'évolution de la situation économique en temps réel.

Diffuser des informations clés à une fréquence plus soutenue

Chaque mois depuis février 2021, les données provisoires du nombre de naissances, par département et région, sont mises en ligne et commentées sur le site internet, pour éclairer

leur évolution pendant la pandémie de Covid-19. De la même façon, l'Insee a continué de publier comme en 2020 le nombre de décès quotidiens à une fréquence rapprochée et adaptée en fonction de l'intensité de l'épidémie. Des données qui, avant la crise, n'étaient disponibles que chaque mois et au seul niveau national. L'Insee a par ailleurs continué à suivre chaque mois l'activité touristique en France sur son site internet. Il avait amorcé cette diffusion en 2020 pour surveiller l'impact de la crise sur le tourisme.

Quant au département de la Conjoncture, « il a gardé en 2021 un rythme de publication plus intense que celui auparavant trimestriel, explique Aliette Cheptitski, responsable de la Synthèse conjoncturelle. Nos six Notes et Points de conjoncture ont continué d'éclairer l'effet des déterminants sanitaires et des mesures de soutien sur l'économie française. En parallèle de la relance de nos outils classiques, un temps mis en pause, nous avons poursuivi le développement des outils innovants impulsés en 2020 tels que l'exploitation de données "haute fréquence". »

35

C'EST, DEPUIS JUIN 2021, LE DÉLAI DE PUBLICATION EN JOURS DE L'INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (IPI), CONTRE 40 JOURS AUPARAVANT.

« Cette avancée répond à une demande très forte des acteurs économiques pour accélérer la mise à disposition des indicateurs infra-annuels. Elle pourra être poursuivie sur l'IPI ou d'autres indicateurs. »

PIERRE LEBLANC

RESPONSABLE DE LA DIVISION
INDICATEURS CONJONCTURELS D'ACTIVITÉ

Exploiter les résultats de l'enquête EpiCov

L'enquête EpiCov a été menée en 2020 par l'Inserm et la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees) avec l'appui de l'Insee et de Santé publique France pour mesurer la dynamique de propagation de l'épidémie de Covid-19 et son impact sur les conditions de vie de la population. En 2021, l'enquête a été exploitée dans plusieurs régions : la direction interrégionale Antilles-Guyane a produit deux études portant sur la dégradation de la situation financière des Martiniquais et des Guadeloupéens liée au premier confinement ; la direction régionale Grand Est a, quant à elle, réalisé deux publications donnant à voir des prévisions sur les difficultés des secteurs d'activité et les difficultés financières des ménages.



Adapter les enquêtes à un contexte en mutation

Tout comme il l'a fait pour l'enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages en 2020, l'Insee a continué en

2021 d'adapter ses enquêtes récurrentes afin de prendre en compte les nouvelles réalités économiques, sociales et démographiques engendrées par la pandémie. Ainsi, l'enquête Statistiques sur les ressources et conditions de vie (SRCV) s'est enrichie, avec notamment l'ajout de questions liées à la crise sanitaire et son impact sur les revenus, le recours aux aides de l'État, le télétravail ou les conditions de scolarité à domicile pendant le premier confinement. Par ailleurs, le mode de collecte a été adapté puisque l'enquête, habituellement réalisée en face-à-face, l'a été exceptionnellement par téléphone.

L'Insee fait également évoluer ses enquêtes pour répondre à d'autres enjeux. C'est le cas pour l'enquête Emploi, menée chaque trimestre auprès de 90 000 personnes, et dont la refonte répond à la fois à l'application du nouveau règlement cadre européen sur les statistiques sociales et à une volonté d'innover au niveau national. Le protocole de collecte de l'enquête a été modernisé, en proposant Internet comme mode de réponse supplémentaire en réinterrogation, et d'autres sujets comme le télétravail, les nouvelles formes d'emploi et la formation non formelle à but professionnel ont été introduits. Cette nouvelle version, qui est également la première enquête auprès des ménages à mettre en œuvre la nomenclature renouvelée des professions et catégories socioprofessionnelles, a été appliquée pour la première fois en vraie grandeur au premier trimestre 2021.

Observer le recours à l'aide alimentaire sur l'ensemble du territoire

En 2021, l'Insee et la Drees, en collaboration avec le secteur associatif et l'Union nationale des centres communaux et intercommunaux d'action sociale, ont mis en place un dispositif innovant de suivi de l'aide alimentaire en France en trois volets.

LES TROIS VOILETS DU SUIVI DE L'AIDE ALIMENTAIRE

1 DEPUIS DÉBUT 2021

Remontées de données quantitatives sur l'aide alimentaire, transmises par les principaux réseaux¹ à un rythme trimestriel et à un niveau départemental. Ces données ont permis de connaître au plus vite l'évolution du nombre de bénéficiaires et des volumes distribués, ainsi que les disparités territoriales.

2 MAI 2021

Enquête en ligne sur l'activité des sites de distribution d'aide alimentaire ainsi que des centres communaux et intercommunaux d'action sociale, pour approfondir la connaissance des profils des publics aidés et apprécier les disparités locales au niveau le plus fin.

3 NOV-DÉC. 2021

Enquête sur le terrain auprès de 4 500 personnes fréquentant 300 centres de distribution d'aide alimentaire, conçue et réalisée par l'Insee. Les premiers résultats sont parus fin juin 2022.

1. La Fédération française des banques alimentaires, les Restos du Cœur, le Secours populaire, la Croix-Rouge française et l'Association nationale de développement des épiceries solidaires.

ACCOMPAGNER LES DÉCISIONS PUBLIQUES

En 2021, l'institut a répondu aux besoins d'informations récentes des acteurs publics nationaux et locaux sur les effets de la crise.

Éclairer les acteurs nationaux sur les conséquences de la crise

En 2021, en collaboration avec la Banque de France, l'Insee a mené deux études innovantes sur les conséquences de la crise sur les entreprises : sur leur activité économique et sur leur situation financière. Toutes deux ont mobilisé un modèle de microsimulation s'appuyant sur un échantillon inédit de 645 000 entreprises. Ces travaux ont contribué à enrichir les analyses du « Comité de suivi et d'évaluation des mesures de soutien financier aux entreprises confrontées à l'épidémie de Covid-19 », dont le rapport a été remis au Premier ministre Jean Castex en juillet 2021. Avec la Banque de France et l'Association de comptabilité nationale (ACN), l'Insee a aussi co-organisé un colloque sur les entreprises et la comptabilité nationale pendant et après la crise, les 25 et 26 novembre.

Pour étudier dans quelle mesure certains territoires ont été affectés plus spécifiquement que d'autres par les effets de la crise sanitaire, le Premier ministre a confié en janvier 2021 une mission sur le rebond économique territorial au député Jean-Noël Barrot. Plusieurs directions régionales de l'Insee ont activement pris part aux travaux, notamment en Île-de-France avec la Drieets, et en Pays de la Loire, où une note de synthèse ciblant les territoires nécessitant un soutien à la reprise d'activité a été transmise au préfet dans le cadre de la mission du député.



En novembre 2021, l'Insee a montré que, selon la méthode d'estimation avancée basée sur la microsimulation, les inégalités de niveau de vie et le taux de pauvreté monétaire auraient stagné en 2020 pour les ménages ordinaires non étudiants. Une stabilité qui s'expliquerait par les mesures exceptionnelles mises en place pour lutter contre les effets de la crise comme l'indemnisation de l'activité partielle ou les aides pour les travailleurs indépendants et les ménages modestes. Pour compléter ces travaux et ainsi éclairer plus largement les questions de précarité, des données originales ont également été mobilisées (voir pp. 16-17) ainsi que des indicateurs non monétaires reposant sur les conditions de vie et les privations ou sur les difficultés ressenties, publiés début 2022.

Lire le billet de blog du directeur général de l'Insee sur cette estimation avancée

Fournir des diagnostics territoriaux pour lutter contre la pauvreté

L'Insee apporte aussi son appui au niveau local, dans le cadre de la lutte contre la précarité : en Normandie, le commissaire à la lutte contre la pauvreté a demandé à la direction régionale (DR) de l'Insee de réaliser un diagnostic des problématiques de pauvreté sur le territoire afin de mobiliser plus efficacement les acteurs locaux. Ce travail a abouti à la réalisation de deux publications qui ont servi de base à une conférence régionale sur la pauvreté. En Corse, la DR a travaillé en concertation avec la préfecture et la collectivité de Corse pour éditer l'étude « Pauvreté et impacts de la crise Covid dans les intercommunalités de Corse ».

Aider à la prise de décision dans l'aménagement des territoires

L'es travaux des DR de l'Insee accompagnent les politiques locales d'aménagement du territoire ou environnementales. En Bretagne par exemple, la commission Aménagement et mobilité du conseil régional a invité l'Insee à présenter ses travaux sur la nouvelle définition du rural : la Région a fait le choix de retenir désormais cette définition comme un des critères de gestion du Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader).

L'Insee en régions collabore avec les directions territoriales de l'environnement, de l'aménagement et du logement : en Centre-Val-de-Loire, l'institut a co-organisé un webinar avec la DREAL pour présenter ses travaux récents sur les quartiers prioritaires de la politique de la ville et ceux du pôle « Données sociales urbaines ». La direction interrégionale La Réunion-Mayotte a quant à elle produit, en partenariat avec la DEAL, un diagnostic sur les avancées en matière de développement durable à La Réunion depuis vingt ans.

La mission de conseil-expertise de l'Insee à destination des décideurs locaux se traduit aussi par la conception de ressources informationnelles. La DR Nouvelle-Aquitaine a ainsi élaboré une série de 12 publications à destination des conseils départementaux, intitulée « Les départements à grands traits ». Sur la base des données du recensement, ces documents présentent les grandes caractéristiques socio-démographiques et économiques des territoires.

REGARD EXTÉRIEUR



ANNE POSTIC
COMMISSAIRE À LA
PRÉVENTION ET À LA LUTTE
CONTRE LA PAUVRETÉ –
PRÉFECTURE DE RÉGION
DES PAYS DE LA LOIRE

Quels bénéfices tirez-vous de votre collaboration avec l'Insee ?

En matière de lutte contre la pauvreté, nous entretenons une collaboration rapprochée avec la direction régionale (DR) de l'Insee, qui a publié en 2021 des études couvrant diverses facettes des problématiques de précarité dans la région. Ces travaux sont remarquables car ils ont été menés à la fois au niveau régional et départemental, fournissant ainsi des données fines et proches du terrain. Cette collaboration nous permet d'approfondir nos thématiques et de mieux connaître la population ligérienne, notamment des publics jusqu'ici trop peu pris en compte comme les familles monoparentales et les travailleurs pauvres. Actuellement, la DR de l'Insee est sollicitée pour actualiser les données par département sur les 16-25 ans qui ne sont ni en études, ni en emploi, ni en formation.

Plus concrètement, qu'ont rendu possible les travaux de l'Insee ?

Les données fournies par l'étude sur l'impact des séparations de couples sur l'entrée dans la pauvreté nous ont conduits à aller au-devant des familles monoparentales. Pour mieux les accompagner, nous améliorons la prise en compte de leur parole : des rencontres ont déjà été organisées avec la Fédération des centres sociaux et la CAF ; d'autres démarches participatives sont en cours. L'étude produite sur les parcours d'insertion professionnelle des jeunes pendant la première année de pandémie a contribué à alimenter les travaux du Lab régional sur la réforme de l'obligation de formation, qui impose aux pouvoirs publics de trouver une solution à chaque jeune âgé de 16 à 18 ans.

EXPLORER DE NOUVEAUX CHAMPS DANS SES ÉTUDES

2021 a démontré que l'Insee est plus que jamais à l'écoute des mutations économiques, sociales et démographiques émergentes.

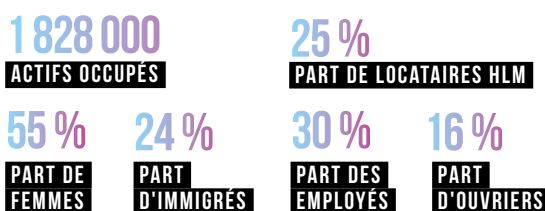
L'aéronautique

L'institut a diffusé en décembre une étude inédite sur la filière aéronautique et spatiale en France. Elle s'appuie sur une enquête habituellement restreinte aux régions du Grand Sud-Ouest, qui a été exceptionnellement élargie à la France entière (hors Guyane). « La crise sanitaire a entraîné l'effondrement du trafic aérien, un fort décrochage de l'économie de l'aérospatial. Il était crucial d'avoir une photographie fine de la filière pour mesurer les conséquences sur les entreprises, explique Lionel Doisneau, responsable de la division Économie à la direction régionale (DR) Occitanie. La DR s'est fortement investie pour lancer cette enquête, en mobilisant son expérience locale. L'enquête a été réalisée en huit mois. Un record ! Elle a permis de mesurer l'ampleur inédite de la crise et les perspectives contrastées de reprise en France et dans huit régions. »

Les travailleurs essentiels du quotidien

La pandémie de Covid-19 a mis en lumière le rôle essentiel de certains travailleurs pour subvenir aux besoins vitaux et journaliers de la population. Des travaux conjoints de l'Insee, l'Atelier parisien d'urbanisme (Apur), l'Institut Paris Région et l'Observatoire régional de santé (ORS) Île-de-France ont permis de définir ces « travailleurs clés », ainsi que des métiers « relais des travailleurs clés » et de « services publics du quotidien ». Deux études ont été publiées en juillet 2021 sur ces travailleurs. L'une décrit leurs

Les travailleurs essentiels du quotidien



profils et leurs conditions de travail et de vie ; l'autre, la géographie de leurs lieux de résidence et d'emploi. Une dizaine de régions ont ensuite reproduit l'étude à l'échelle de leur territoire.

La redistribution élargie

En 2021, l'institut a présenté une mesure originale de la réduction des inégalités de niveau de vie par le biais de la redistribution élargie sur la base des travaux d'un rapport d'experts : cette approche complète celle, plus usuelle, de la redistribution qui repose sur les transferts monétaires directs (prestations sociales et allocations monétaires, impôts directs et prélèvements sociaux). Elle intègre les prélèvements indirects tels que les impôts sur la production et les taxes sur les produits ainsi qu'une valorisation monétaire des services publics en nature (éducation, santé, etc.) ou collectifs (police, justice, recherche, etc.). Elle démontre que la réduction des inégalités liée à la redistribution est deux fois plus ample en intégrant les services publics.

SIX OUVRAGES « INSEE RÉFÉRENCES » EN 2021

Destinée à un large public, la collection « Insee Références » propose un état des lieux périodique des grandes questions économiques et sociales.

LA FRANCE ET SES TERRITOIRES (AVRIL 2021)
Nouveau en 2021 : l'ouvrage a analysé des thématiques liées au développement

durable au niveau départemental.

REVENUS ET PATRIMOINE DES MÉNAGES (MAI 2021)

À noter : pour la première fois, il présente une mesure de la grande pauvreté et la présentation de la mesure de la réduction des inégalités de niveau de vie

par la redistribution élargie.

EMPLOI, CHÔMAGE, REVENUS DU TRAVAIL (JUIN 2021)

Produite avec la Dares, l'édition 2021 a mis notamment l'accent sur l'impact de la crise sanitaire sur le marché du travail et sur le salaire des générations 1940 à 1980.

FRANCE, PORTRAIT SOCIAL (NOV. 2021)

La dernière édition aborde des thèmes d'études novateurs, comme celui des ménages « multi-propriétaires ».

LES ENTREPRISES EN FRANCE (DÉC. 2021)

Le secteur de l'hôtellerie-restauration, particulièrement touché par la crise sanitaire,

fait l'objet d'une étude approfondie.

SÉCURITÉ ET SOCIÉTÉ (DÉC. 2021)

Conçu en partenariat avec les services statistiques des ministères de l'Intérieur et de la Justice (SSMSI et SDSE), cet ouvrage inédit propose un panorama des connaissances sur les phénomènes de délinquance et leur traitement par la justice.



ALLER AU-DEVANT DE TOUS LES PUBLICS

DÉVELOPPER LA CULTURE STATISTIQUE DES JEUNES ET SENSIBILISER LES ENSEIGNANTS

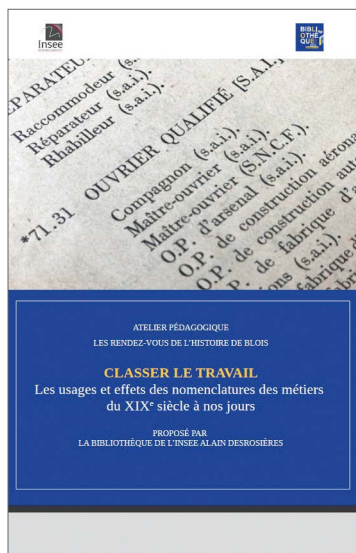
Donner aux jeunes les moyens de comprendre le monde qui les entoure et les aider à décrypter les données tout en veillant au développement de leur esprit critique est un des objectifs de l'Insee.

Développer la culture statistique des jeunes

En 2021, l'institut a de nouveau organisé la partie nationale de la **Compétition européenne de statistiques**, à laquelle ont concouru 90 classes de lycées français. Il a par ailleurs mené des actions en direction des étudiants en les sensibilisant à ses travaux et plus particulièrement aux écueils à éviter dans leur interprétation. La direction Auvergne-Rhône-Alpes a notamment fait une présentation sur ce sujet à des élèves de master 1 et 2 en sociologie à l'université de Clermont-Ferrand. À La Réunion, Sébastien Seguin, chef du service Études et diffusion, est également intervenu sur le thème « Comprendre les statistiques pour mieux (s')informer » devant des étudiants en journalisme à l'université de l'île : « Pour aider les futurs professionnels de l'information à éviter les pièges d'interprétation, explique-t-il, il est essentiel de les familiariser avec les techniques et concepts statistiques, au moins ceux utilisés sur des sujets complexes comme la mesure de la pauvreté ou du chômage. Lutter contre les fake news fait partie de nos axes de travail, et il est tout à fait opportun de donner des clés de compréhension des résultats de l'Insee tant aux jeunes qu'aux futurs journalistes pour y parvenir. »



Destiné en particulier aux lycéens et jeunes étudiants, à leurs familles et aux enseignants, *Pour l'Éco* est un magazine qui, depuis son lancement en août 2018, se revendique comme un outil de « pédagogie économique ». Poursuivant son ambition de rendre ses données et études accessibles au plus grand nombre, c'est assez naturellement qu'une collaboration entre le magazine et l'Insee a débuté en novembre 2021. Chaque mois, l'institut est partenaire d'un contenu publié soit dans la rubrique « Le coin des chercheurs – En data », soit dans la rubrique « En graph » du dossier principal.



Informer et mobiliser les enseignants

Qui mieux que les professeurs peuvent transmettre les bons repères économiques aux élèves ? Fort de ce constat,

l'Insee multiplie ses actions en direction des enseignants. En 2021, à l'échelle nationale, le ministère de l'Éducation nationale a organisé, en partenariat avec l'Insee et la Banque de France, un premier séminaire du Plan national de formation (PNF) intitulé « L'utilisation des données statistiques, socio-économiques et financières dans les enseignements ». L'objectif était de permettre aux inspecteurs des académies de construire des formations adaptées pour les enseignants sur ce sujet.

En octobre, la bibliothèque de l'Insee a conçu une conférence-atelier sur l'histoire des nomenclatures socio-professionnelles lors des « Rendez-vous de l'histoire » à Blois, événement très fréquenté par les professeurs. Cet atelier dans lequel sont intervenus les historiennes Agnès Walch Mension-Rigau et Claire Judde ainsi que le sociologue Thomas Amossé a permis aux enseignants d'échanger sur la transmission des chiffres, leur construction et la manière de répondre aux élèves qui doutent des sources officielles. À l'échelle régionale aussi des opérations d'information ont eu lieu, comme en Normandie à l'occasion de la « Semaine des mathématiques ». L'Insee a en effet présenté quelques méthodes statistiques utilisées lors de la collecte, le traitement et l'analyse de données à une trentaine de professeurs de mathématiques de l'académie en visio-conférence.

REGARD EXTÉRIEUR



HUGO TRAVERS
JOURNALISTE
ET FONDATEUR
D'HUGODÉCRYPTE

Qu'est-ce qui explique selon vous le succès de vos chaînes auprès des jeunes ? La forme plutôt ludique ? Ou le fond sérieux et factuel ?

Le succès d'HugoDécrypte auprès des jeunes tient à la mission d'accessibilité que nous nous sommes donnée. L'objectif : faire en sorte qu'un jeune, quel que soit son parcours, son intérêt passé pour l'actualité ou non, soit capable de comprendre et approfondir des grands sujets d'actualité avec nos contenus. Cela passe par l'écriture, avec une réinvention des codes et des approches, mais aussi par la forme, avec une présence importante sur les réseaux sociaux, et une créativité constante pour inventer les contenus d'information de demain.

Éclairer le débat public et fournir des données fiables notamment aux jeunes sont des objectifs forts de l'Insee. Quel est le principal défi à relever selon vous pour mieux informer les 15-25 ans ?

D'abord, il est important de réaliser que les jeunes s'intéressent à l'actualité. Pour donner un exemple, notre compte TikTok est l'un des plus suivis en France, alors qu'il traite exclusivement de sujets d'actualité, souvent très sérieux. L'enjeu majeur réside dans le fait de parvenir à renouveler les moyens de s'informer, pour parler à cette génération dont le quotidien est souvent rythmé par les réseaux sociaux. C'est le rôle de médias, comme HugoDécrypte, lancés sur les réseaux sociaux, mais aussi celui de médias et d'institutions plus « traditionnels » comme l'Insee, qui renouvellent leurs codes.

DE NOUVEAUX MODES D'ACCÈS À L'INFORMATION

L'Insee multiplie ses moyens de diffusion et de communication : après la mise en ligne de son blog en 2020, l'institut a développé en 2021 de nombreux outils numériques et amélioré sa façon de présenter ses données et analyses dans ses publications.

Lancement de l'application Insee Mobile

En juillet 2021, la première application de l'Insee sur smartphone a vu le jour : **Insee Mobile, conçue pour toucher**

un public qui connaît peu l'Insee, propose de découvrir facilement des informations sur l'économie et la société françaises grâce à des contenus interactifs, attractifs et divertissants. Une fois téléchargée depuis l'App Store ou

Google Play, l'application invite à explorer les données et publications de l'Insee et du service statistique public sous l'angle de six thématiques : population, économie et entreprises, territoires et environnement, conditions de vie, emploi et revenus. Chacune d'elles présente une sélection d'indicateurs et d'actualités ainsi que des contenus ludiques comme les quiz ou les « vrai/faux », qui permettent de tester ses connaissances sur des chiffres-clés ou de mettre au défi ses amis. L'application propose également à chaque utilisateur de se situer (âge, sexe, salaire...) par rapport à la population française grâce à un comparateur, et d'accéder à des services comme le calcul de la revalorisation d'un loyer ou d'une pension alimentaire.

Une campagne de communication multi-supports a accompagné la sortie de l'application, notamment avec le déploiement de posts et de vidéos sponsorisés sur les réseaux sociaux et la participation d'influenceurs.



L'appli en chiffres

53 000

TÉLÉCHARGEMENTS

NOTÉE 4,8

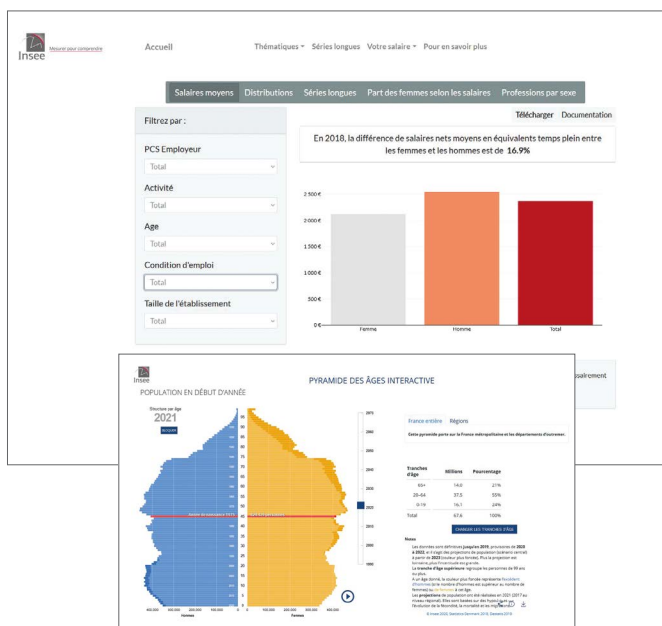
SUR L'APPSTORE ET
4,7 SUR GOOGLE PLAY

+ DE 900

AVIS

1,2 M

D'ÉCRANS VUS



Deux exemples d'outils de datavisualisation interactifs mis en ligne en 2021 : les salaires du secteur privé et la pyramide des âges.



BIBLIOTHÈQUE NUMÉRIQUE
DE LA STATISTIQUE PUBLIQUE

La statistique publique a sa bibliothèque numérique

Où trouver à la fois les publications nationales et régionales de l'Insee, de 11 services statistiques ministériels (SSM) ainsi que celles du Conseil national de l'information statistique (Cnis) ? Réponse : à une seule adresse depuis le 21 septembre : www.bnspp.insee.fr Il s'agit de la Bibliothèque numérique de la statistique publique (BNSP), plateforme numérique administrée par l'Insee en partenariat avec la Bibliothèque nationale de France (BnF), qui collecte, conserve et met à disposition l'ensemble des publications du service statistique public. Concrètement, cela signifie que plus de 38 000 documents du XIX^e siècle à nos jours, produits par l'Insee et ses partenaires, sont désormais accessibles à tous.

La BNSP rassemble des collections complètes, en ajoutant aux dernières publications mises à disposition sur les sites de ses partenaires les plus anciennes numérisées. Les collections peuvent être explorées par zone géographique, par période ou encore par thématique. La BNSP donne par ailleurs accès à des documents issus de Gallica, la bibliothèque numérique de la BnF, qui compte à ce jour 8 millions de documents.

Donner à voir

Diffuser des chiffres, informations et analyses clairs, compréhensibles et lisibles est une priorité des équipes de l'Insee chargées des publications. Cela passe en amont par l'effort et la formation des auteurs, pour la plupart statisticiens de métier, pour rédiger leurs études de façon à pouvoir être lus par des publics diversifiés, même si les méthodes et résultats de leurs travaux sont complexes et sophistiqués. Cela passe aussi par la façon d'éditorialiser les informations, d'harmoniser leur présentation, et de simplifier l'accès aux données sur le site internet de l'Insee notamment.

C'est ainsi qu'en 2021 les lecteurs des publications de l'Insee ont découvert de nouvelles façons d'entrer dans certains contenus publiés. À titre d'exemples, une rubrique infographique accompagne désormais la mise en ligne des ouvrages « Insee Références », le Tableau de bord de l'économie française a été épuré au bénéfice d'une information plus directe, les datavisualisations interactives se sont multipliées pour permettre aux utilisateurs de visualiser le résultat de leur recherche selon les données qu'ils ont filtrées ou paramétrées.

Et la bibliothèque de l'Insee a un nouveau site Internet

La bibliothèque de l'Insee, baptisée Alain-Desrosières en 2021 en hommage au statisticien et sociologue de l'Insee dont les travaux sur la socio-histoire de la quantification sont internationalement reconnus, est à la fois un centre de documentation et une bibliothèque patrimoniale, avec des fonds qui remontent au XVIII^e siècle. Ses collections, aujourd'hui numérisées, sont également référencées à la BNSP. La bibliothèque est ouverte à tous, agents de l'Insee et publics extérieurs. En mai 2021, la bibliothèque a inauguré son nouveau site internet <https://bibliotheque.insee.net>, qui permet de suivre les actualités de la bibliothèque et de consulter de façon plus intuitive le catalogue des ouvrages disponibles.

POUR L'ACCESSIBILITÉ DES SERVICES ET OUTILS

Depuis le lancement du Réseau accessibilité numérique de l'Insee (Rani) en novembre 2019, l'institut poursuit les travaux de mise en accessibilité de ses outils et services. Focus sur les actions de 2021.

Des échanges facilités pour les personnes en situation de handicap auditif

En septembre 2021, dans le bandeau de navigation du site insee.fr, à côté de la rubrique Aide, un pictogramme représentant une oreille a fait son apparition ; il s'agit du nouveau service numérique s'appuyant sur la plateforme Acceo proposé aux personnes en situation de handicap auditif qui souhaitent contacter l'Insee. Depuis un ordinateur, une tablette ou un smartphone, en cliquant sur ce pictogramme, l'utilisateur arrive sur une page où il choisit le moyen de communiquer : langue des signes, transcription instantanée de la parole ou langue française parlée complétée. Un membre d'Acceo fait ensuite office d'interprète entre l'utilisateur et un chargé d'orientation de l'Insee.

Une démarche largement diffusée pour et auprès des agents

Si le Rani a pour principale mission d'accompagner les projets numériques de l'Insee ainsi que la mise en place d'outils et de formations, sa raison d'être est également de communiquer en interne. Il est en effet essentiel de favoriser la prise de conscience de l'ensemble des agents de l'Insee sur l'importance de l'accessibilité numérique pour tous. 2021 fut notamment marquée par, d'une part, la diffusion aux agents de newsletters sur les bonnes pratiques et les avancées des travaux en matière d'accessibilité numérique ; d'autre part, la mise à disposition de la première version numérique et accessible du magazine interne d'information.

Deux services 100 % accessibles selon le référentiel général pour l'amélioration de l'accessibilité (RGAA) ont été mis en ligne sur insee.fr en 2021 : l'avis de situation Sirene pour les entreprises et la téléprocédure habilitation pour permettre l'accès aux services publics qui utilisent ProConnect. Le Tableau de bord de l'économie française, mis en ligne sous une forme interactive pour la première fois en 2021, continue quant à lui d'améliorer son accessibilité avec notamment la mise à disposition des données des graphiques sous la forme de tableaux accessibles.



MUTUALISER ET CONSTRUIRE UNE STATISTIQUE PARTAGÉE

STIMULER L'ÉCHANGE DE BONNES PRATIQUES À L'ÉCHELLE NATIONALE

Afin de toujours mieux éclairer le débat économique et social en France, la direction générale et les directions régionales et interrégionales de l'Insee participent activement à l'échange de méthodes et de bonnes pratiques, entre elles et avec les partenaires locaux et nationaux.

Faciliter une meilleure coordination des acteurs publics de la donnée

En 2021, l'Insee a mené plusieurs projets visant une meilleure coordination de la production de données au niveau national.

Le renouvellement du partenariat avec les Chambres des notaires du Grand Paris portant sur la production des indices des prix des logements anciens pour la région Île-de-France en est une bonne illustration.

Les directions régionales et interrégionales ont été particulièrement actives dans les projets collaboratifs. L'Insee en Guadeloupe a par exemple réuni pour la première fois, sous la direction du secrétaire général pour les affaires régionales, un large éventail d'acteurs publics

producteurs de données tels que la Direction de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, Pôle emploi ou la Région afin d'établir un cadre de collaboration pérenne. Ce dernier repose sur deux axes principaux : harmoniser la diffusion d'informations conjoncturelles pour augmenter la visibilité des publications et élaborer des diagnostics partagés.

La direction interrégionale La Réunion-Mayotte a organisé deux webinaires sur l'impact immédiat de la crise sanitaire sur l'île, afin d'alimenter les travaux du projet Comptes économiques rapides pour l'Outre-mer (CEROM), dont l'Insee est un des sept partenaires.

Coopérer avec les secteurs de la recherche et de l'innovation

L'Insee cultive des liens étroits avec les acteurs du monde de la recherche et de l'innovation. Le partenariat original

qui a permis la création en 2021 de la chaire de recherche « Mesures de l'économie, *nowcasting* – au-delà du PIB » au sein de PSE-École d'économie de Paris en est un exemple. Cette chaire est le fruit de la collaboration entre l'Insee, la start-up QuantCube Technology, qui propose des prévisions macroéconomiques fondées sur le *big data* et l'intelligence artificielle, la société internationale de gestion d'actifs Candriam, la Société Générale, et PSE. Elle se propose de contribuer au progrès des méthodes de la statistique économique. Comment ? En favorisant la mobilisation de nouvelles sources et le développement d'outils de prévision à très court terme (*nowcasting*), et en poursuivant les réflexions

Partager ses codes sources



L'Insee a rejoint en 2021 le site collaboratif GitHub, conçu pour fédérer et partager les codes sources de projets de développement, de logiciels et d'applicatifs. L'institut utilise GitHub comme plateforme d'hébergement pour ses projets open source. Il a deux comptes : @InseeFr pour diffuser les codes des projets opérationnels et @InseeFrLab pour les projets plus expérimentaux ou les codes d'une étude. En tant qu'administration utilisatrice de logiciels libres, l'Insee s'attache à y partager les développements effectués avec les communautés de développeurs (Java et JavaScript) ou d'acteurs du monde scientifique (R et Python).

engagées depuis la commission Stiglitz sur un approfondissement de la mesure statistique de la performance économique et du bien-être (*Beyond GDP*).

CONTRIBUER ACTIVEMENT À LA STATISTIQUE PUBLIQUE EUROPÉENNE

En plus de coordonner la statistique publique française, l'Insee s'inscrit dans le cadre exigeant de la statistique européenne pour renforcer ses atouts et bénéficier des meilleures pratiques de ses pairs. Pour le système statistique européen, l'enjeu est double : produire des statistiques comparables, et assurer la confiance dans les statistiques publiques européennes.

Préparer la présidence du groupe Statistiques du Conseil de l'Union européenne

La présidence française de l'Union européenne (PFUE) au premier semestre 2022 a conduit l'Insee à présider, en la personne de son directeur général Jean-Luc Tavernier, le groupe Statistiques du Conseil de l'Union européenne, où se négocient les règlements statistiques européens. 2021 fut l'année de la préparation de cette présidence. « À l'Insee, c'est le département Coordination statistique et internationale qui s'est particulièrement mobilisé à partir de septembre, explique Hervé Piffeteau, responsable de la division Coordination internationale à l'Insee. Pour conduire les projets multiples et ambitieux, l'équipe s'est étoffée et a ainsi pu assurer les travaux préparatoires tant avec les différentes directions de l'Insee qu'avec la direction générale du Trésor et le secrétariat général du ministère des Finances, qui coordonnent la PFUE au sein du ministère. » Budget dédié, priorités du service statistique public, règlements qui seront soumis à la négociation, outils et opérations de communication sont autant de sujets qui ont été discutés et validés pour réussir cette présidence.

Concernant les règlements, l'Insee et les services statistiques ministériels (SSM) se sont préparés à prendre les rênes des négociations sur plusieurs textes législatifs sur les



De gauche à droite : (devant) Jean-Pierre Cling, Anne Coïne, Jean-Luc Tavernier, Sylvie Lagarde ; (derrière) Clément Delecourt, Antoine Neyen, Michel Isnard, Claude Leroy-Themeze, Pierre Bayart, Hervé Piffeteau.

statistiques européennes comme la révision du règlement ESA2010 (Système européen des comptes nationaux), ainsi que les négociations sur le règlement-cadre agricole SAIO (Statistics on Agricultural Input-Output) qui ont depuis eu lieu en trilogue (phase du processus législatif européen dans laquelle la Commission européenne, le Conseil de l'Union européenne et le Parlement européen négocient en réunion tripartite). D'autres projets de règlements sur les données ayant des implications fortes pour les statisticiens sont également sur la table mais pilotés par le groupe Télécommunications du Conseil de l'Union européenne, comme le règlement ePrivacy ou le Data Act. La réflexion sur la révision de la loi statistique européenne lancée par Eurostat fut également au cœur des préparatifs.

2/3

**DES STATISTIQUES
PRODUITES À
L'INSEE SONT
COUVERTES PAR
UN RÈGLEMENT
EUROPÉEN
EN 2021.**

Développer les enquêtes multimodes au sein de la statistique publique européenne

Quels investissements méthodologiques ou opérationnels liés à la collecte devraient être menés au cours des prochaines années au niveau européen pour favoriser le développement des enquêtes multimodes (face à face, internet, téléphone) ? C'est le sujet qu'a examiné en 2021 un groupe de travail européen piloté par l'Insee, à la lumière de l'expérience acquise durant la crise Covid-19 par les États membres. Composé de représentants des sphères méthodologiques et sociales de six instituts nationaux statistiques européens, ce groupe de réflexion a produit une position commune (*position paper*) diffusée en 2022 qui soutient le multimode comme une pratique efficace et pertinente pour la collecte d'enquêtes auprès des ménages. Cette position commune recommande aux États membres et à Eurostat d'entreprendre différentes actions permettant de lever les freins au développement de ces pratiques.

Participer au partage de données sur les régions transfrontalières

Les activités de coopération menées par l'Insee peuvent également s'inscrire dans un cadre davantage bilatéral, y compris en Europe. L'Insee Hauts-de-France a participé au projet « Compétences sans frontières » visant à améliorer l'adéquation entre l'offre et la demande d'emplois de part et d'autre de la frontière franco-belge, pour lequel l'institut a produit trois études sur des secteurs clés : l'industrie agro-alimentaire, celle du textile et la construction. Plusieurs directions régionales travaillent en étroite collaboration avec la Suisse. Au sein de l'Observatoire statistique transfrontalier, l'Insee Auvergne-Rhône-Alpes et l'Office cantonal de la statistique du canton de Genève ont travaillé conjointement à une publication sur l'enseignement supérieur dans le territoire franco-valdo-génévois. De même, au sein de l'Observatoire statistique transfrontalier de l'Arc jurassien (Ostaj), l'Insee Bourgogne-Franche-Comté a produit, avec les services statistiques de Neuchâtel et de Vaud, plusieurs études portant notamment sur l'impact de la crise du Covid-19 sur la région transfrontalière.

Veiller à un haut degré de conformité aux bonnes pratiques européennes

La qualité du Système statistique européen est définie dans le Code de bonnes pratiques de la statistique européenne promulgué dans sa première édition en 2005. Ce code sert également de guide aux visites régulières des pairs européens. En 2021, c'est la France qui a fait l'objet de cette visite, pour la troisième fois de son histoire. Et le résultat est très positif ! Le rapport conclut à un très haut degré de conformité au Code de bonnes pratiques.



AGIR À L'INTERNATIONAL

Malgré les difficultés liées à la crise sanitaire, les visioconférences ont permis à l'Insee de maintenir ses actions à l'international en 2021. Ces dernières s'articulent autour de deux grands objectifs : la participation à l'appui technique français au développement et le rayonnement de la statistique française dans le cadre de travaux internationaux.

Renforcer les productions des instituts nationaux de la statistique d'Afrique

C'est en 2021 qu'a été engagé le programme statistique panafricain II (Programme *Panafrican Statistics*)

ou PAS II. Financé par l'Union européenne et géré par Eurostat, ce projet vise à soutenir l'intégration africaine à travers la production et la diffusion de statistiques de qualité. Le PAS II s'inscrit dans la continuité du premier programme PAS, auquel l'Insee a contribué dans le cadre d'un consortium mené par Expertise France entre 2016 et 2021. L'Insee coordonne, en partenariat avec quatre autres instituts nationaux de la statistique (INS) européens (Danemark, Espagne, Finlande et Norvège), un projet qui portera sur les statistiques économiques et les répertoires d'entreprises. C'est la première fois qu'Eurostat accorde des subventions directement à des INS pour des projets d'assistance technique internationale.



De gauche à droite : Oumar Dia et Awa Diop (Agence nationale de la Statistique et de la Démographie du Sénégal, ANSD), Dominique Francoz (Insee), Nina von Lachmann-Steensen (Danmarks Statistik), Dr. Allé Nar Diop (Directeur général de l'ANSD), Meissa Ndour (ANSD).

REGARD EXTÉRIEUR



**PAUL-HENRI
NGUÉMA
MEYE**
DIRECTEUR
GÉNÉRAL
D'AFRISTAT

Dans quel contexte a été lancé le cycle de webinaires co-organisé par Afristat, l'Insee, Paris21 et la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique ?

Durant la crise, en 2020, la demande de données en temps réel a augmenté de façon inédite dans le but d'orienter la prise de décisions politiques pour sauver des vies. Or, dans bien des pays à faible revenu, ces données sont principalement générées par les enquêtes statistiques, qui ont été très entravées par

la distanciation sociale. Les objectifs de ce cycle furent donc d'informer et former les cadres des systèmes statistiques nationaux sur les différentes méthodes permettant de diffuser des données de qualité appréciable en dépit des restrictions ; et de favoriser le partage d'expériences entre les pays et autres organisations qui ont déjà travaillé avec des méthodes innovantes ou alternatives, et ceux qui recherchent des solutions adaptées à leurs réalités.

À quels besoins urgents ces webinaires ont-ils répondu ?

Les sujets abordés concernaient tant la qualité des produits statistiques que leurs processus de production (collecte, traitement...) et leur diffusion

en aval. Sur ce dernier aspect, les échanges ont montré la responsabilité des instituts nationaux de statistique dans la lutte contre la désinformation qui peut avoir des répercussions insoupçonnées en période de crise, et l'importance de mettre en place un dialogue entre les médias et les producteurs de statistique publique.

Que reprenez-vous de la collaboration entre les quatre structures ?

Elle a montré l'efficacité d'une bonne coordination. Les webinaires proposés ont bénéficié de la contribution de chaque partenaire, ce qui a enrichi considérablement les contenus des sujets abordés et aidé à trouver les intervenants qualifiés.

Favoriser une gestion publique plus efficace et transparente au Maroc

2021 fut une année de cadrage et de préparation du nouveau projet Hakama II avec le Maroc dans lequel l'Insee est partie prenante. Hakama II est un « Appui technique à la mise en œuvre d'une gestion publique plus efficace et transparente dans le cadre de la loi organique relative à la loi de finances ». Financé par l'Union européenne pour un montant de 3,6 millions d'euros (2021-2023), il est mis en œuvre, sous la forme d'une convention de délégation, par Expertise France. L'Insee a été sollicité pour piloter le volet statistique du projet, dédié au développement des capacités du Haut-Commissariat au Plan (HCP), institution marocaine chargée notamment de la production statistique.

L'ampleur du projet et la diversité des sujets mobilisent une équipe d'agents de l'Insee : pour chaque composante, un expert référent et des experts thématiques sont sollicités. L'équipe est constituée de membres de la direction générale et des directions régionales des Pays de la Loire et de Bourgogne-Franche-Comté.

Les 3 objectifs du volet statistique d'Hakama II



Renforcer les capacités techniques des directions régionales du HCP,



Accompagner le HCP dans l'élaboration d'enquêtes pilotes multimodes et leur généralisation,



Procéder à la refonte du système de production des statistiques d'entreprises



Le premier comité de pilotage du projet Hakama II s'est déroulé à Rabat le 12 novembre 2021.

En 2021, 27 réunions techniques ont été organisées en distanciel sur les trois thèmes portés par l'Insee. Quatre réunions de coordination avec le HCP et l'équipe projet d'Expertise France ont eu lieu en visio-conférence.

Faire rayonner l'expertise française lors d'événements internationaux

En dépit des conditions sanitaires, l'Insee a été présent à de nombreux événements internationaux. La 52^e session de la Commission statistique des Nations unies – la plus haute instance du système statistique mondial, qui réunit chaque année depuis 1947 les représentants des instituts nationaux de statistiques des 193 États membres – s'est tenue dans un format virtuel réduit. Les statisticiens de l'Insee intéressés ont ainsi pu participer plus facilement aux événements organisés en marge des délibérations.

Une vingtaine d'experts de l'Insee sont également intervenus lors du colloque sur les nouvelles techniques et technologies statistiques (NTTS). Organisé tous les deux ans par Eurostat, il propose une série de sessions scientifiques internationales, consacrées à l'impact des nouvelles technologies sur les systèmes de collecte, de production, de traitement et de diffusion des statistiques. En marge de cet événement s'est tenue l'édition 2021 du European Big Data Hackathon, auquel l'équipe Insee est arrivée en quatrième position.



LES MOYENS ET L'ORGANISATION DE L'INSEE

LES MISSIONS DE L'INSEE

Pour mener à bien ses missions de collecte, de production, d'analyse et de diffusion des informations sur l'économie et la société françaises, l'Insee repose sur une organisation et des moyens humains et matériels répartis sur l'ensemble du territoire français.

Établir des diagnostics conjoncturels

L'Insee élabore régulièrement des diagnostics et des prévisions sur la situation économique de la France. Il mesure le taux de chômage tous les trimestres, il estime la consommation des ménages et le produit intérieur brut, et calcule chaque mois l'indice des prix à la consommation pour mesurer l'inflation.

Connaître les entreprises

L'Insee recueille des informations sur la structure des entreprises (taille, secteur...) et leur activité (carnet de commandes, investissement...). Il conduit également des enquêtes thématiques : consommation d'énergie, nouvelles technologies, innovation...

Observer l'évolution de la société

L'Insee mène des enquêtes statistiques auprès des ménages ou des personnes. Des enquêtes régulières mesurent l'évolution de situations économiques et sociales majeures (confiance des ménages, emploi, technologies de l'information...), et des enquêtes structurelles, menées tous les cinq à dix ans se concentrent sur certains comportements ou phénomènes (vie quotidienne et santé, logement, ressources et conditions de vie...). Le recours aux fichiers administratifs permet d'obtenir des données sans recourir à des enquêtes, coûteuses pour la collectivité, notamment sur l'emploi, les salaires, la distribution des revenus.

Réaliser le recensement de la population

Chaque année, l'Insee pilote l'enquête de recensement de la population. Celle-ci permet de connaître l'évolution démographique de la population, d'évaluer les besoins en infrastructures qui en découlent et de déterminer les dotations que l'État alloue aux communes.

Décrire et analyser les régions et les territoires

Fort de ses implantations régionales, l'Insee développe une connaissance fine des territoires français. Les directions régionales de l'Insee produisent des études souvent en partenariat avec les acteurs publics locaux, qu'elles accompagnent par ailleurs en matière de conseil et d'expertise lorsqu'ils déploient des politiques publiques.

Gérer de grands répertoires

L'Insee est chargé par la loi de tenir à jour trois répertoires nationaux : le répertoire national d'identification des personnes physiques (RNIPP), le répertoire électoral unique (REU) et le système informatisé du répertoire des entreprises et des établissements (Sirene). L'Insee participe également au répertoire mondial du Legal Entity Identifier (LEI) ; il émet cet identifiant pour les entités juridiques de droit français.

Diffuser ses statistiques et ses études

L'Insee n'est pas seulement un institut de statistique. Les études économiques et sociales font partie de ses missions. Les sujets sont choisis de manière à répondre au mieux aux besoins des décideurs publics et privés et aux préoccupations de la société. Une communication active s'efforce d'assurer la meilleure diffusion des études réalisées, notamment dans les médias et sur les outils de communication numérique de l'institut. Une large gamme de publications accessibles gratuitement sur insee.fr permet de couvrir les besoins des différents utilisateurs.

Perfectionner ses méthodes et évaluer la qualité

L'Insee ne cesse de faire progresser ses méthodes : il expérimente l'apport de nouvelles données et élabore des traitements statistiques pour les exploiter au mieux. Il s'attache aussi à optimiser les protocoles de collecte de données de ses enquêtes. Ces actions sont menées avec les services statistiques ministériels ainsi que par le biais de partenariats.

Contribuer à la statistique européenne et internationale

L'Insee participe au système statistique européen, qui a pour objectif de développer, produire et diffuser des statistiques comparables entre les pays de l'Union européenne. Il contribue également à la construction de la statistique internationale en coopérant notamment avec des organismes internationaux et en apportant son expertise auprès d'instituts nationaux de statistique.

LE BUDGET DE L'INSEE

Le budget total de l'Insee est de

420 M€

selon la loi de finances initiale de 2021



369 M€

BUDGET DE PERSONNEL



41,2 M€

BUDGET DE FONCTIONNEMENT



5,3 M€

BUDGET D'INTERVENTION



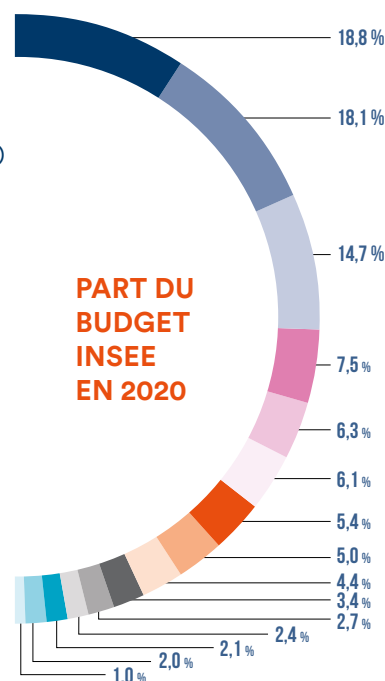
4,5 M€

BUDGET D'INVESTISSEMENT

RÉPARTITION DU BUDGET SELON LE COÛT COMPLET DES GRANDES OPÉRATIONS DE L'INSEE

OPÉRATIONS

- Recensement de la population
- Enquêtes ménages
- Action régionale (y compris études et diffusion en région)
- Répertoires d'entreprises
- Statistiques structurelles entreprises
- Pilotage stratégique, coordination, international
- Diffusion nationale
- Statistiques court terme entreprises
- Indice des prix à la consommation
- Statistiques administratives sur l'emploi et les revenus
- Comptabilité nationale
- État civil et fichier électoral
- Études nationales
- Enquêtes entreprises thématiques
- Conjoncture



LES FEMMES ET LES HOMMES DE L'INSEE

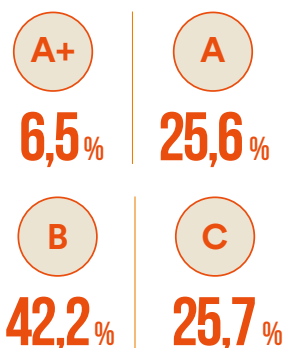
Les moyens de l'Insee sont répartis entre la direction générale, située à Montrouge et au Centre statistique de Metz, les directions régionales et les centres et services nationaux informatiques. En outre-mer, les directions régionales prennent la forme de directions interrégionales secondées par des services régionaux.

Les effectifs en chiffres

5 084 AGENTS

**DONT 3 633 RÉPARTIS DANS
LES 15 DIRECTIONS RÉGIONALES**

RÉPARTITION
DE L'EFFECTIF
TOTAL
PAR GRADE



52,5 %

**DE L'EFFECTIF A
MOINS DE 50 ANS**

57 %

**DE FEMMES
DANS L'EFFECTIF TOTAL**



42 %

**DES CADRES SONT
DES FEMMES**

L'organigramme de la direction générale

(au 1^{er} juin 2022)



JEAN-LUC TAVERNIER
DIRECTEUR GÉNÉRAL



LIONEL JANIN
DIRECTEUR DE CABINET



PASCAL RIVIÈRE
CHEF DE L'INSPECTION
GÉNÉRALE



KARINE BERGER
SECRÉTAIRE
GÉNÉRALE



JEAN-SÉVERIN LAIR
DIRECTEUR
DU SYSTÈME
D'INFORMATION



SYLVAIN MOREAU
DIRECTEUR
DES STATISTIQUES
D'ENTREPRISES



CHRISTEL COLIN
DIRECTRICE
DES STATISTIQUES
DÉMOGRAPHIQUES
ET SOCIALES



NICOLAS CARNOT
DIRECTEUR
DES ÉTUDES
ET SYNTHÈSES
ÉCONOMIQUES



ALAIN BAYET
DIRECTEUR
DE LA DIFFUSION
ET DE L'ACTION
RÉGIONALE



SYLVIE LAGARDE
DIRECTRICE DE LA
MÉTHODOLOGIE ET
DE LA COORDINATION
STATISTIQUE ET
INTERNATIONALE

CHRISTELLE MINODIER
Cheffe de l'unité
coordination
des activités
transversales

PATRICK REDOR
Chef de l'unité
affaires juridiques
et contentieuses

**NICOLAS
VANNIEUWENHUYZE**
Chef du
département des
affaires financières

**JEAN-CHRISTOPHE
FANQUILLET**
Chef du
département cadre
de vie et conditions
de travail

FRANÇOIS HADA
Chef
du département
des ressources
humaines

CHANTAL VILLETTE
Cheffe
du département
production
et infrastructure
informatiques

AXELLE CHAUVET
Cheffe
du département
développement
du système
d'information

LOÏC MIDY
Chef de l'unité
innovation
et stratégie
du système
d'information

MARIE LECLAIR
Cheffe
du département
répertoires,
infrastructures
et statistiques
structurelles

ALAIN JACQUOT
Chef du
département
statistiques de
court terme

CHRISTINE CHAMBAZ
Cheffe du
département
synthèses
sectorielles

SYLVIE LE MINEZ
Cheffe de l'unité
des études
démographiques
et sociales

VLADIMIR PASSERON
Chef du
département de
l'emploi et des
revenus d'activité

VALÉRIE ALBOUY
Cheffe
du département
des ressources
et des conditions
de vie des ménages

MURIEL BARLET
Cheffe
du département
de la démographie

AURÉLIEN DAUBAIRE
Chef du
département des
prix à la
consommation et
enquêtes ménages

JULIEN POUGET
Chef
du département de
la conjoncture

SÉBASTIEN ROUX
Chef
du département
des études
économiques

GUILLAUME HOURIEZ
Chef
du département
des comptes
nationaux

**FRANÇOIS
GUILLAUMAT-THILLIET**
Chef du secrétariat
du Conseil national
de l'information
statistique

**HÉLÈNE
ERKEL-ROUSSE**
Cheffe de l'unité
ressources
documentaires et
archivage

CHRISTINE LAGARENNE
Cheffe
du département
de l'offre éditoriale

MICHEL DUÉE
Chef
du département de
l'action régionale

CÉLINE ROUQUETTE
Cheffe
du département
communication
et services
aux publics

PATRICK SILLARD
Chef
du département
méthodes
statistiques

MYLÈNE CHALEIX
Cheffe de l'unité
qualité

JEAN-PIERRE CLING
Chef du
département
coordination
statistique et
internationale

ÉLISE COUDIN
Cheffe de l'unité
SSP Lab

L'INSEE EN RÉGIONS





LES MÉTIERS ET LES FORMATIONS À L'INSEE

Les métiers

L' Insee fait appel à des compétences variées qui couvrent les domaines statistiques suivants :



• **la production statistique :** méthodologie, conception et gestion d'opérations statistiques.



• **les analyses et études statistiques :** études statistiques nationales, synthèses économiques et analyses conjoncturelles.



• **l'action régionale, les relations avec les publics et la coordination :** gestion des relations avec les acteurs publics en région, notamment les missions de conseil-expertise, de la coordination, de la valorisation.



• **l'informatique :** développement et production informatique, pilotage et développement du système d'information et de la cybersécurité de l'institut.



• **les fonctions support :** gestion de la documentation et/ou de l'archivage; gestion des ressources humaines; gestion financière; expertise de domaine (droit, communication, achat public, prévention); secrétariat et assistance de gestion; ou encore soutien logistique.



• **la collecte :** l'Insee s'appuie sur un réseau d'enquêteurs spécialisés, qu'il s'agisse d'enquêtes auprès des ménages ou d'entreprises.

La formation continue

Afin de favoriser la construction de parcours professionnels diversifiés et constructifs, les ressources humaines de l'Insee proposent aux agents publics des droits renforcés à formation et un accompagnement individualisé.

Chiffres clés 2021

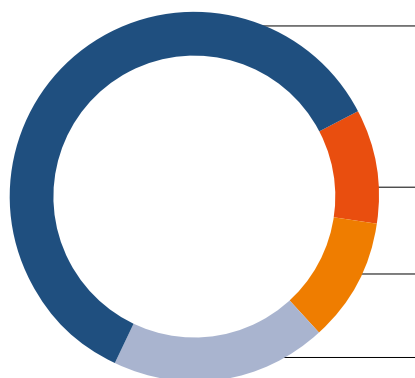
78 %

DES AGENTS ONT PARTICIPÉ À AU MOINS UNE FORMATION

CHAQUE AGENT A SUIVI EN MOYENNE

6,6 JOURS DE FORMATION

RÉPARTITION DES HEURES DE FORMATIONS PAR TYPE



61 %

Perfectionnement non informatique (productions et études, langues, management...)

10 %

Perfectionnement informatique

11 %

Préparation concours

19 %

Adaptation

Les concours, les écoles et le centre de formation

Les concours

L'Insee recrute essentiellement ses agents par voie de concours. 18 concours internes ou externes couvrant 5 grades permettent d'intégrer l'Insee : enquêteur ; adjoint administratif principal ; contrôleur ; attaché statisticien ; administrateur.

Le centre de formation de l'Insee

Créé le 1^{er} février 1996 à Libourne en Gironde, le Cefil est le centre de formation de l'Insee. Il a pour mission essentielle la conception et la dispense de formations initiales des adjoints administratifs, des contrôleurs et des enquêteurs arrivant à l'Insee ou promus dans un nouveau corps. Il se charge également de l'élaboration de formations à distance, de l'accueil d'une classe préparatoire intégrée (classe prépa Talents) au concours externe de contrôleur, de l'organisation et l'accueil de réunions et séminaires nationaux ou internationaux.

Le Groupe des écoles nationales d'économie et statistique (Genes)

L'Insee assure la tutelle technique du Genes, établissement public d'enseignement supérieur et de recherche rattaché au ministère chargé de l'Économie.

Il regroupe quatre entités :

- l'École nationale de la statistique et de l'administration économique (Ensaé), qui forme les administrateurs du service statistique public et des statisticiens-économistes pour le secteur privé ;
- l'École nationale de la statistique et de l'analyse de l'information (Ensaï), qui forme les attachés du service statistique public et des cadres d'ingénierie statistique, de

« Admis au concours externe 2021 de contrôleur à l'Insee après quinze ans dans la publicité, je suis un parcours en trois temps. Chaque étape permet l'apprentissage progressif des savoirs nécessaires sur des tâches de plus en plus concrètes. J'ai d'abord reçu une formation de six mois au Cefil, permettant de revoir les fondamentaux et de découvrir les missions de l'Insee. Le programme pédagogique y favorise une constante collaboration entre collègues de promotion. J'ai ensuite intégré la DG au bureau des médias pour une mission de quatre mois, et je vais réaliser ma prise de poste durant l'été 2022. »

BRUNO LERDOU

STAGIAIRE À LA COMMUNICATION EXTERNE DE L'INSEE

En octobre 2021, dans sa série Fragments de France, le journal *Le Monde* a publié un reportage immersif sur le travail réalisé par les enquêteurs et enquêtrices de l'Insee, dans le contexte de la crise sanitaire : « Dans les pas des enquêteurs de l'Insee, au chevet de la France ».

traitement de l'information et d'économie générale pour le secteur privé ;

- le Centre d'études des programmes économiques (Cepe), qui est un centre de formation continue, travaillant tant pour le secteur public que pour le secteur privé ;
- le Centre de recherche en économie et statistique (Crest).

Directeur de la publication : Jean-Luc Tavernier

Conception éditoriale et rédaction en chef : Carine Isambert

Rédaction : Valentine Fryson et Carine Isambert

Conception graphique et maquette : Citizen Press

Crédits photos : p. 41 : Jean-Marc Detienne ; p. 5 : Olivier Corsan/Le Parisien – Aujourd'hui en France ; Getty images ; INSEE.

Ont activement participé à la réalisation de ce rapport (Insee) : Jean-William Angel, Emmanuelle Bascheri, Alain Bayet, Vincent Bernard, Nicolas Carnot, Mathilde Clément, Jean-Pierre Cling, Nathalie Cloarec, Christel Colin, Gaëlle Cordani, Sophie Destandau, Dominique Francoz, Ali Hachid, Fabrice Hillaireau, Lionel Janin, Sylvie Lagarde, Isabelle Le Blond, Hervé Le Grand, Marie Leclair, Sonia Lubin, Christelle Minodier, Sylvain Moreau, Jérôme Pujol, Claire Ravel, Isabelle Ravet, Céline Rouquette, Sébastien Roux, Marie-Josette Saintini, Marie-Claude Sanglan, Patrick Sillard, Michel Tamic, Frédéric Tardieu, Julien Valentino.

Remerciements

Pour leur « regard extérieur » à : Philippe Aurain, Paul-Henri Nguéma Meye, Anne Postic, Hugo Travers.

Pour leur témoignage à : Nicole Cadenel, Aliette Cheptitski, Lionel Doisneau, Pierre Leblanc, Bruno Lerdou, Olivier Meslin et Mathias André, Hervé Piffeteau, Sébastien Seguin.

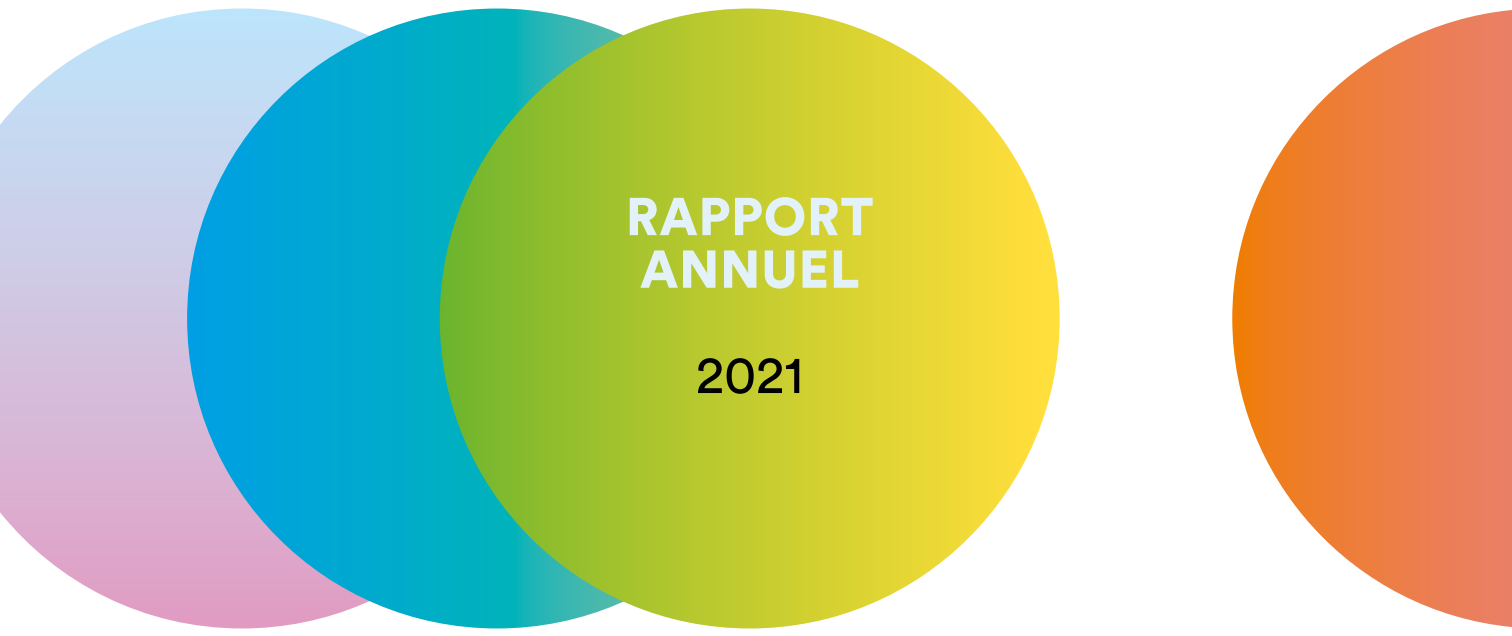
Imprimé en juin 2022

Imprimeur : DupliPrint

Editeur : Insee – 88, avenue Verdier – CS 70058 – 92541 Montrouge cedex

ISBN : 978-2-11-162357-6

Dépôt légal : juillet 2022



RAPPORT ANNUEL

2021